

Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux
Observatoire Social Tunisien

CAHIER DU
FTDES N°3

(DES) ENGAGEMENT(S)

Dossier coordonné par:
Riadh Ben Khalifa

Août 2020



المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية
المرصد الاجتماعي التونسي

كراسات
المنتدى عدد 3

الالتزام وفك الالتزام

تنسيق: رياض بن خليفة

أوت 2020

بدعم من:



Les opinions émises dans les articles publiés dans les cahiers du FTDES
n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs

Tous droits réservés au Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux
Achevé d'imprimer en Août 2020 sur les presses du FTDES
N° ISSN : 2724-6833

Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux

Observatoire Social Tunisien



{DES} ENGAGEMENT(S)}

Dossier coordonné par Riadh Ben Khalifa

Août 2020

Rédaction et administration :

Adresse, Forum Tunisien pour les droits économiques et sociaux
47 avenue Farhat Hached, 1001, Tunis, Tunisie

Directeur : Alaa Talbi

Comité de rédaction :

Hayet Amamou, Sleheddine Ben Frej, Riadh Ben Khalifa, Nizar Ben
Salah, Meher Hanin, Sofien Jaballah, Melek Kéfif, Mohamed Slim Ben
Youssef

Sommaire

Riadh Ben Khalifa

Introduction 6

Melika Ouelbani

L'engagement comme devoir citoyen 20

Latifa Lakhdhar

L'engagement féministe en Tunisie : Dynamique d'une maturité 41

Habib Ben Younes

La sauvegarde du patrimoine : entre slogans et réalités 55

Donia Remili

La violence qui fait ravage : « Tout le monde s'engage » 72

Nizar Ben Salah

Valeurs universitaires : engagement/désengagement des universitaires tunisiens 105

Hichem Abdessamad

Les tribulations d'un « blédard » à Paris. Témoignage sur le mouvement associatif tunisien en France 124

L'engagement comme devoir citoyen

Mélika Ouelbani

*Professeur Emérite, Université de Tunis
Présidente de la Société de Philosophie analytique
(SoPhA)*

Nous nous engageons de façon récurrente et incessante en tant qu'être libre et responsable amené à prendre sans cesse des décisions. Il est évident que le sens et l'intensité de l'engagement ne peuvent qu'être multiples, allant du plus simple au plus complexe et difficile, comme le montrent les différents usages que nous faisons de ce terme.

Tout d'abord, à l'origine le terme d'engagement est plutôt juridique et désigne « le fait de convenir de participer à une œuvre ou à une entreprise en contrepartie d'un paiement ou d'un salaire ». La contrepartie n'est pas uniquement pécuniaire. Il s'agit d'une sorte d'échange, une action contre une récompense ou un retour quelconque qui peut même être honorifique. Il y a donc accord de quelque nature que ce soit entre, au moins, deux intervenants.

En effet, lorsque nous nous engageons ou prenons un engagement, nous nous lions par une promesse, un contrat qu'il soit juridique ou moral. Nous nous engageons dans l'armée, dans un parti, dans un projet, pour une cause. Nous nous engageons à respecter un délai pour rendre un travail, mais également sur une route ou dans un carrefour... Le point commun entre les différents usages du terme, et ce du plus simple et banal au plus complexe, consiste dans le fait de prendre une direction précise quelconque, de faire un choix et de s'y tenir.

Cette approche générale exige la clarification de certaines questions qui se posent : Vis-à-vis de qui s'engage-t-on ? Est-il concevable de s'engager vis-à-vis de soi-même ? Peut-on s'engager, au nom de la liberté, pour n'importe quelle cause, quelles que soient les implications de notre engagement ?

En quoi consiste l'acte de s'engager ?

S'engager entraîne de prime abord une obligation vis-à-vis de ceux avec qui on s'engage. On s'engage, certes, par rapport à soi, dans la mesure où le choix de s'engager est personnel, mais l'engagement est collectif. Il implique au moins une autre personne qui le partage. Autrement dit, les contractants partagent les mêmes activités, les mêmes idéologies et sont a priori liés par les mêmes règles. On s'engage dans le mariage où on est deux, on s'engage à payer ses dettes à une personne ou à une institution. On s'engage dans l'armée avec d'autres pour un pays. On s'engage aussi à remplir une fonction, dans un parti politique avec d'autres, par opposition à d'autres.... On peut donc dire que notre engagement se fait en fonction d'une intention collective pour une cause quelconque qui se traduit nécessairement par une action. Une intention sans action n'en est évidemment pas une et en tant qu'intentionnel, l'engagement se traduit donc nécessairement par une action.

Quand on s'engage on prend parti et on est responsable des implications de son engagement, d'une part. D'autre part, on est tenu à être fidèle et loyal envers notre engagement, c'est-à-dire envers les autres. Cette responsabilité signifie que nous sommes libres de nous engager ou de ne pas nous engager, l'absence d'engagement étant un engagement. Un engagement ne peut donc se faire sous la contrainte.

Si le choix de s'engager est certes un choix libre, que signifie cette liberté ?

En d'autres termes, Pourquoi s'engage-t-on ? Le choix de notre engagement est-il justifié ? Est-il raisonné ?

Les mains sales de Sartre¹ illustre bien l'idée que si nous sommes certainement libres et responsables de nos choix, ceux-ci sont motivés par notre vécu, notre histoire et un contexte. C'est ainsi que Hugo a choisi de s'engager dans le parti communiste « pour s'oublier » et pour échapper à ses origines bourgeoises chargées de mensonges. En revanche, les deux gardes corps de Hoederer, secrétaire général du parti se sont engagés parce qu'ils en avaient marre de crever de faim et avaient

¹ Jean-Paul Sartre, *Les mains sales*, Paris, Folio, 1974.

trouvé un travail rémunéré. Ainsi, un engagement est libre, sachant que la liberté n'est pas l'absence de déterminisme. Il s'agit d'une adhésion, d'un choix effectué dans un contexte et selon un arrière-plan qui nous prédispose, mais toujours selon notre libre arbitre.

Tout engagement est-il authentique ?

L'engagement s'exprime par ce qu'Austin et les philosophes du langage appellent *un performatif*. Celui-ci n'est pas un énoncé qui constate un fait ou affirme quelque chose, mais il effectue une action. C'est ainsi que lorsque je m'engage ou promets, j'effectue l'acte de m'engager ou de promettre. Il est évident qu'un énoncé performatif doit remplir des conditions. Tout engagement ne peut s'effectuer que dans un contexte approprié, je ne peux pas m'engager dans un parti qui n'existe pas, par exemple. Il faut également que l'énonciateur qui s'engage le fasse sérieusement, sincèrement. Les deux personnages de la pièce de Sartre, Hugo et Hoederer, se sont engagés on ne peut plus sérieusement. La condition de sincérité est donc remplie. S'engager dans un parti ou pour une cause ne signifie pas simplement y adhérer ou être partisan, mais l'engagement est plus proche du militantisme dans la mesure où il signifie l'action même.

L'exemple de Hugo des *Mains sales* illustre parfaitement la loyauté qui se doit de caractériser un engagement. Il s'est engagé vis-à-vis du parti communiste à accomplir la fonction qui lui a été confiée et consistant à assassiner Hoederer, son secrétaire général pour la bonne cause. Il a refusé que le crime commis puisse passer pour un crime passionnel. Ce qui lui aurait sauvé la vie. Il se déclare « irrécupérable » par le parti, qui s'est finalement rallié à l'avis de son secrétaire général, assassiné parce qu'il a été considéré au départ comme traître. Dans cet exemple, Hugo s'engage pour la vie et n'imagine pas qu'on puisse se libérer de son engagement, il est définitif. Il ne s'agit pas d'un engagement par calcul mais d'une conviction fondée sur des principes moraux : loyauté envers le parti, et ensuite envers Hoederer, victime du parti et non de la jalousie et de la passion.

Quant à l'engagement de Hoederer, il est différent. Celui-ci n'hésite pas à se salir les mains : « moi j'ai les mains sales. Jusqu'aux

coudes. Je les ai plongées dans la merde et dans le sang. Et puis après ? Est-ce que tu t'imagines qu'on peut gouverner innocemment ? »² Lorsqu'on s'engage, on assume notre choix et les risques qu'on peut encourir. D'ailleurs, il savait très bien qu'il allait être assassiné par ordre du parti.

On peut dire que les deux se sont engagés sincèrement en croyant fermement à leurs actes engagés, le premier privilégiant un choix moral strict en obéissant aux ordres et le second privilégiant l'objectif de faire accéder le parti communiste au pouvoir quel que soient les moyens pour y parvenir en prenant des initiatives.

On peut dire que l'engagement de Hoederer se fait vis-à-vis du parti, il ne lui est toutefois pas infidèle et agit dans son intérêt, le but du parti étant la conquête du pouvoir. En revanche l'engagement de Hugo est plus personnel en ce sens qu'il refuse de changer de direction par principe et fidélité à une parole donnée ou à une promesse. Ce qui l'a poussé à s'engager dans le parti était justement d'échapper aux mensonges et à l'hypocrisie de la société bourgeoise à laquelle il appartient et dans lesquels il refuse de se retrouver.

Bien que ces deux attitudes face à l'engagement soient différentes, les deux personnages sont aussi sincères l'un que l'autre et montrent à quel point on ne peut s'engager sans intention de le faire et sans agir en fonction de cette intention, c'est-à-dire sans volonté. Cet engagement consiste d'abord à adopter des règles de pensée et d'action. On peut s'interroger sur la façon dont on applique les règles. Est-ce que nous le faisons de façon aveugle ? Dans l'exemple des deux personnages de la pièce de Sartre, les deux ont appliqué les règles mais de manières différentes. Hugo a tendance à le faire aveuglément, quitte à se sentir obligé d'assassiner une personne pour laquelle il commençait pourtant à éprouver de la sympathie et le second qui avait pour objectif la règle qui consiste à conduire le parti au pouvoir par n'importe quel moyen, ce qui en vérité n'est pas du tout une trahison, comme cela a pu être perçu au début. La règle est donc en fin de compte extensible dans ses

² *Ibid.*, 5^{ème} tableau, scène III.

applications. Dans l'engagement, il y a une prise de position, à laquelle aucun des deux personnages de la pièce ne déroge.

Qu'est-ce qu'un comportement engagé ?

Il faut d'abord remarquer que l'engagement consiste dans l'application des règles d'un contrat de quelque nature que ce soit. Il s'agit de participer à un jeu de langage comme le montre Wittgenstein, en participant à une activité commune et en adoptant le langage qui lui est associé. L'engagement n'est pas complètement privé au-delà du choix. Il se prend certes individuellement, mais il se fait forcément avec d'autres, y compris un autre soi-même dans certains cas.

Parfois, notre engagement ne recourt à rien d'extérieur à nous, comme lorsque nous nous engageons vis-à-vis de nous-mêmes en nous promettant de faire ou de ne pas faire quelque chose ou de prendre une résolution quelconque.... N'est-ce pas comme si nous nous dédoublons et qu'une partie de nous-mêmes établissait un contrat avec une autre, comme si nous nous engageons vis-à-vis d'une autre partie de nous ? Si l'origine du mot a ici un sens, l'engagement est le fait de « donner en gage » ; nous engager signifie donc « nous donner nous-mêmes en gage ». Nous pouvons nous engager à avoir le dessus sur notre paresse ou sur notre gourmandise par exemple. Faillir à son engagement peut aller jusqu'à semer le trouble dans l'équilibre d'une personne.

S'engager consiste donc à faire un choix qui obéit à un certain nombre de conditions : la sincérité, la liberté de choix et par là même la responsabilité assumée de ce qui en découle.

Mais peut-on décider au nom de la liberté de s'engager de n'importe quelle manière pour n'importe quelle cause ou idéologie ?

Peut-on s'engager dans une idéologie fasciste ou nazie ou extrémiste et la faire sienne ? Peut-on, au nom de la liberté s'engager à y être fidèle en acceptant d'appliquer les règles, les ordres et les décisions à la lettre ? Peut-on tuer au nom de la liberté d'engagement, y compris des innocents ?

Répondre positivement revient à un malentendu sur la signification de la liberté. En effet, si on reste dans la conception de Sartre, on ne peut empiéter sur la vie de l'autre. Les engagements, les choix doivent être compossibles. Dans les situations normales, on s'engage dans différents partis, pour différentes idéologies...comme on joue à des jeux différents dont il s'agit d'appliquer les règles. Il s'agit alors de communautés et de groupes autonomes. Le choix est libre et la liberté exige par définition de ne pas atteindre à celle de l'autre. Ce qui implique qu'on ne peut s'engager dans une idéologie qui prône l'élimination de toute personne différente ou même son rejet.

Imaginons une situation non ordinaire, en temps de guerre, par exemple :

Un soldat engagé, qui en a forcément contre ledit ennemi, se doit de tirer sur lui. S'il s'agit de deux soldats on peut dire qu'ils jouent au même jeu et appliquent donc les mêmes règles, celles de la guerre.

Qu'en est-il du soldat qui se trouve face à face avec une personne du camp ennemi, mais qui est pacifiste et non engagé personnellement dans la guerre ? Les guerres contemporaines abattent effectivement de plus en plus de civils non engagés dans la guerre ou même des pacifistes. Ici, la situation est particulière car l'engagement des soldats durant la guerre n'est pas un choix, il s'agit d'enrôlement, pas toujours voulu, ni même accepté ou de l'accomplissement d'un devoir.

Toujours est-il que lorsqu'on choisit de s'engager dans un parti, dans une religion, une idéologie..., on ne peut échapper aux règles, leur application est le sens même de l'engagement. Nous sommes alors tenus à un certain langage, un certain comportement, certaines actions.... Mais l'application des règles qui consistent en la discipline et en la fidélité à un parti, par exemple, signifie-t-elle que tout est possible ?

Les personnages de la pièce de Camus, « Les justes »³ répondent à cette question et illustrent parfaitement le désaccord entre l'action pour laquelle on s'est engagé et son exécution. Ils nous ramènent à notre réalité et à nos scrupules face aux principes d'honneur et d'humanité.

³ Albert Camus, *Les Justes*, Paris, Gallimard, 2010.

Ceux-ci nous empêchent de nuire aux autres, en l'occurrence de commettre un crime au nom d'une cause pour laquelle on s'est engagé, y compris celle du combat contre l'injustice.

Stephan, engagé de manière aveugle dans la Révolution russe de 1905, tout comme Hugo, le personnage des *Mains sales* de Sartre l'a fait dans le parti, défend l'idée que « la bombe seule est révolutionnaire », quitte à emporter les enfants. Pour lui, on exécute les ordres du parti avec « discipline » sans États d'âme quelle que soit la situation. Il est fou de rage contre Voinov qui arrive, complètement décomposé racontant qu'il n'a pu lancer la seconde bombe, la précédente n'ayant pas explosé. Effectivement, Kalyalev n'a pu la lancer au passage de la calèche du Grand-Duc, laquelle transportait deux enfants de manière inattendue et imprévue. Pour lui, assassiner des enfants constitue une limite au terrorisme et à la violence. Stephan martèle qu'il fallait exécuter l'ordre pour lequel on s'est engagé et s'acquitter de sa mission étant donné que « rien n'est défendu de ce qui peut servir [leur] cause », y compris bafouer l'honneur, « un luxe », revendiqué par Voinov. S'étant proposé de reprendre la tâche qu'il n'a pu accomplir lorsque le moment sera venu, ce dernier revient penaud quelque temps avant pour déclarer qu'il a été incapable de lancer la bombe qui aurait servi à assassiner le Grand-Duc et qu'il n'est pas fait pour le terrain, ni pour « la terreur ». Il préfère se limiter à une responsabilité au sein du comité, dans la mesure où faire des réunions est plus à sa portée. Finalement, il ne réussit pas à s'engager au sens propre du terme et à « se salir les mains », puisque, dit-il, il est fatigué de prendre des décisions et des initiatives. Or, qu'est-ce qu'un engagement sans action ?

Kalyajev, qui avait eu des réticences à la première occasion pour lancer la bombe à cause de la présence des enfants dans la calèche, se propose alors de s'en charger à nouveau. Il réussit dans sa mission cette fois-ci.

Comme Hugo dans *Les Mains sales*, il se retrouve en prison et refuse toute grâce en échange de la trahison de ses camarades proposée par le chef de la police ou par charité chrétienne à la demande de la duchesse. Il assume complètement son acte et en subit les conséquences. Assumer son engagement se retrouve dans les deux personnages, Hugo

et Kalyalev, qui se résignent à être pendus, l'un par fidélité à sa victime et l'autre pour ne pas s'innocenter du crime commis et ne pas être pris pour un assassin, un « meurtrier ».

Ces exemples pris dans la pièce de Camus illustrent bien l'idée que les moyens pour réaliser et appliquer ce pourquoi nous nous sommes engagés a des limites et que la fin ne justifie pas les moyens en n'ayant pour objectif que la réussite. Tuer les enfants qui accompagnent le Grand-Duc revient à ajouter une injustice à l'injustice, même dans une situation extrême, telle que la Révolution de 1905 en Russie. Il ne suffit pas d'être juste efficace pour réaliser ce à quoi on croit.

Comme l'a écrit Camus, « je ne puis croire qu'il faille tout asservir au but que l'on poursuit. Il y a des moyens qui ne s'excusent pas »⁴. L'engagement en politique ou pour une idéologie ne peut se transformer en un nihilisme, qui enfreint toutes les règles humaines et dépasse toutes les limites.

Pourquoi se désengager ?

La question ne se pose pas en cas d'engagement non sincère, elle serait même contradictoire car le désengagement n'en sera pas moins opportuniste et intéressé. Des individus disent s'être engagés dans un parti dont ils défendent les positions et les actions bec et ongles et pour lequel ils militent dans l'espoir d'acquérir un privilège quelconque. Par conséquent, lorsqu'ils n'arrivent pas à atteindre leur objectif strictement personnel, ils démissionnent en grande pompe et se désengagent de ce pourquoi ils ne sont jamais engagés en réalité. On ne peut s'engager en établissant un contrat unilatéralement.

En revanche, lorsqu'on s'est engagé sincèrement ne peut-on pas revenir sur cet engagement ? Cette question concerne surtout l'engagement politique ou l'engagement pour une idéologie. On peut s'être trompé sur les vrais objectifs d'un parti, sur une idéologie ou une cause. Le parti pour lequel on s'est engagé peut faillir à ses promesses et

⁴ Albert Camus, *Lettres à un ami allemand*, Paris, Gallimard, 1972, p 21.

changer de comportement, même si ce changement n'est parfois que stratégique comme celui de Hoederer des *Justes*.

Le désengagement peut parfois s'avérer inévitable parce qu'on n'adhère plus à ce pourquoi on s'est engagé, pour une raison ou une autre. On peut rompre un contrat juridique, en suivant la procédure en vigueur. Mais on peut aussi se désengager d'un parti politique dans lequel on ne se retrouve plus. Se désengager devient même salutaire car étant fondé sur la liberté de choix, il implique une responsabilité collective qu'il devient impossible d'endosser et d'assumer.

On peut dire qu'en tant qu'être libre, conscient et responsable, l'Homme est un être engagé. Nous nous engageons sans cesse, nous nous désengageons et nous nous réengageons en fonction des périodes de notre vie et de son évolution. Tout engagement implique une certaine discipline qu'on peut traduire par le respect de certaines règles appliquées par toutes et tous. Nous sommes libres de choisir, mais une fois notre choix fait, nous nous y astreignons. L'engagement est soumis à la condition de la sincérité, de la bonne foi et de la fidélité à un choix sur lequel on peut toujours revenir en suivant les règles d'un désengagement toujours aussi sincère.

Il est vrai que de nos jours l'absence d'intérêt pour la politique semble poser problème dans le monde. La Tunisie ne fait pas exception et nous en faisons les frais depuis quelques années. Ce désengagement est d'autant plus grave lorsqu'il intéresse la jeune génération, des moins de quarante ans. Ceux-ci boudent de plus en plus l'engagement politique (pour ne parler que de celui-ci), y compris dans sa manifestation minimale, à savoir le vote lors des différentes élections et qui renoncent par là-même à leur citoyenneté et à la démocratie pourtant tant convoitée.

Les jeunes tunisiens et l'engagement

La révolte tunisienne qui a commencé dans le centre ouest du pays en décembre 2010 et sa généralisation dans tout le pays en janvier 2011 se sont soldées par un grand soulèvement populaire où, il est vrai, les jeunes étaient massivement représentés. La destitution de Ben Ali a laissé la place à l'euphorie et à beaucoup d'espoir quant à leur avenir. Après avoir été muselés pendant des décennies, après avoir subi des

injustices, après avoir été privés de culture et d'une éducation digne de ce nom, les Tunisiens ont vite déchanté parce qu'ils pensaient qu'ils pouvaient être tranquilles, l'essentiel étant le départ du dictateur et que la solution à tous leurs problèmes de pauvreté, de chômage, d'injustice...allaient être réglés en un tour de main. Or, le résultat du vote d'octobre 2011 n'avait fait qu'aggraver leur désarroi.

Il est vrai également qu'après les résultats des premières élections qu'on peut qualifier de désastreux et voulant, en quelque sorte, rectifier le tir, des citoyens, jeunes et moins jeunes, se sont engagés dans des partis, ou pour certains dans la société civile, avec souvent une mobilisation assez importante.

Les jeunes se sont-ils engagés avec ce que l'engagement implique comme sacrifice, don de soi et surtout action ? S'agit-il d'engagement authentique tel que développé plus haut ?

Pour répondre à cette question, je partirai de constatations personnelles et vécues lors de mon propre et unique engagement durant une année au sein de *Nida Tounes* afin de contribuer à la mobilisation et à la préparation des élections de 2014. Cet engagement était l'expression d'un devoir citoyen et patriotique face au danger qui menaçait notre pays. Des jeunes ont certes adhéré au parti en question et j'ai pu relever, avec regret et même parfois avec amertume un certain nombre de points, dont je relèverai quelques exemples :

1) Après une formation théorique sérieuse portant sur la technique du porte-à-porte, très importante en période pré-électorale, sa mise en application n'a pas pu être menée à bien. En effet, à quelques exceptions près, les jeunes assez nombreux, qui avaient pourtant reçu ladite formation, ne nous ont pas permis d'exécuter sérieusement cette activité par manque d'entrain. Cela les a motivés au début, mais la tâche leur a paru rapidement fastidieuse.

2) La seconde formation proposée par le parti a consisté à former des observateurs pour les bureaux de vote en grand nombre. Alors que cette formation avait été effectuée bénévolement, j'ai été offusquée lorsque des participants, sans doute habitués à de telles pratiques, avaient demandé à être rémunérés pour s'acquitter de cette tâche. Pourtant

l'importance de cette dernière pour garantir l'absence de fraude ne leur était pas étrangère.

3) Des adhérents ont commencé à demander des faveurs, des services comme celui de leur trouver du travail ou les aider matériellement...

4) Lors des mobilisations pénibles et des settings de l'été 2013 qui avaient duré un bon bout de temps, les jeunes ne rejoignaient pas quotidiennement la place du Bardo. Pourtant, l'enjeu était de taille !

5) En revanche, leur participations aux meetings était massive, lorsque le président du parti, Béji Caïd Essebsi, était présent dans les assemblées. Tout tournait autour de sa personne, de son charisme et de l'espoir mis en lui. On retrouvait donc bien le culte de la personnalité tant affectionné.

6) Certains jeunes, qui avaient fait partie de la jeunesse du RCD (Rassemblement Constitutionnel Démocratique, l'ancien parti au pouvoir) semblaient avoir une formation solide pour continuer à « se positionner ». Certains ont d'ailleurs réussi dans leur manœuvre. Le but de leur « engagement » dans un parti fort à l'époque était clair.

7) Les rapports sur les élections remis par les observateurs nationaux et internationaux ont relevé, lors des élections de 2014, « une participation relativement faible chez les jeunes ». Or voter est le signe élémentaire d'un engagement partisan, patriote et citoyen.

Comment expliquer ces attitudes ?

Mon objectif n'est évidemment pas, en citant ces exemples, d'incriminer les jeunes, de les traiter d'incapables ou de paresseux mais d'essayer de comprendre leurs attitudes. Je ne veux pas signifier non plus que tous les moins jeunes étaient sincères dans leur engagement, d'autant que leurs aînés sont assurément responsables, en partie, de ce relâchement et de cette espèce de manque de résilience et de persévérance.

Il faut, tout d'abord, noter que les Tunisiens de moins de quarante ans n'ont vécu que sous la dictature de Ben Ali -lequel n'a pas manqué de soutien de la part de certains réseaux, faut-il le rappeler - ignorant ce qu'est la démocratie, l'importance des élections ainsi que des choix que nous pouvons et devons faire en tant qu'êtres libres. Dans de telles circonstances, on ne peut se sentir citoyen, ni même concevoir ce qu'est la citoyenneté. Par ailleurs, l'enseignement s'est dégradé à une vitesse

vertigineuse. Les programmes ont été vidés de leur contenu, les élèves ont appris à emmagasiner des connaissances sans aucune réflexion, à les restituer telles qu'elles le jour de leur examen. De plus, aucun examen final ne porte plus sur tout le programme de l'année faisant que chaque trimestre enterre le précédent. Ce qui ne peut que porter atteinte à une vraie éducation progressive et construite. Par ailleurs, nous avons assisté peu à peu à la disparition des salles de cinéma, des librairies et à l'appauvrissement des bibliothèques, y compris les bibliothèques des institutions universitaires, et ce avant le développement de l'information et de la documentation - quoique pas équivalentes – mises à disposition par Internet. Les écoles, collèges, lycées et universités ne prévoient pratiquement plus d'espace de libertés, les clubs et les associations ont disparu. On peut remarquer aisément qu'une bonne partie de nos enfants n'attendent que le moment d'en sortir et ce, en plus des difficultés qu'ils vivent au quotidien.

On peut, bien sûr, tout à fait relever que la démocratie n'était pas non plus la principale caractéristique du régime politique à l'époque du Président Bourguiba. Certes, mais à l'aube de l'indépendance, des jeunes Tunisiens s'étaient engagés, avaient travaillé et réussi à construire un État moderne. Ils étaient plein d'espoir et croyaient en un projet pour lequel ils œuvraient avec espoir et confiance. Par ailleurs, et c'est le point le plus important, à cette époque, l'éducation et la culture étaient la priorité des priorités. Ce qui a permis aux générations précédentes d'avoir un esprit critique, une connaissance de l'histoire et une formation philosophique qui expliquent peut-être leur aptitude à la contestation et à la critique et par là même leur engagement et leur patriotisme.

Après la dégradation progressive sur les plans culturel, éducationnel, politique, social et économique, les jeunes se sont soulevés et ont fêté la destitution de Ben Ali. Toutefois, depuis 2011 et le changement tant rêvé, le taux de participation aux élections ne fait que se dégrader et je dirais même qu'un certain fatalisme semble avoir gagné la population, dont les plus jeunes en particulier. La déception, sinon le désespoir, semble avoir gagné les Tunisiens, lesquels, me semble-t-il ont très rapidement baissé les bras.

Pourquoi ce détournement rapide de la politique et ce manque d'entrain et de patience de la part des jeunes aujourd'hui pour reconstruire et construire leur propre avenir, alors qu'ils devraient être plus motivés que les plus âgés?

Il est certain que l'environnement familial, social, culturel et politique endosse une responsabilité dans ce qui peut paraître être un désintéressement et un renoncement, mais il ne peut tout expliquer et il me semble que les raisons sont plus profondes et dépasse le cadre de la Tunisie.

Je pense que l'une des raisons qui pourrait expliquer cette situation, qui n'est pas exclusive des jeunes Tunisiens se trouve dans ce que Carmen Leccardi⁵ appelle l'*accélération du temps* et que je lierai également avec la *transformation de nos sociétés en sociétés de consommation* dans lesquelles, c'est l'individu et son intérêt, son bonheur ou son confort qui importent et qui urgent avant tout. Ce qui s'exprime par une quête, nécessairement sans fin et sans cesse renouvelée, pour acquérir ce qui est convoité rapidement. Les Jeunes vivent, me semble-t-il dans le présent, dans l'immédiat même. Pour être efficace et réussir il faut faire vite, le temps n'attend pas. De la même manière que les espaces se rapprochent, les différentes périodes le font aussi en ce sens que le futur se confond en quelque sorte avec le présent. On ne se projette plus dans le long terme, ni même le moyen terme. Rien n'est stable, on n'a plus le temps de rêver, de planifier, d'agir patiemment et on est vite frustré.

Dans ces conditions, la politique et les politiciens ne dérogent pas à la règle et doivent également répondre et résoudre les problèmes rapidement. Leccardi parle de « politique de la vie », focalisée sur le ici et maintenant. Dans ces conditions, si l'individualisme remplace le collectif, le projet social..., on n'a même plus le temps, la patience, le souffle de discuter. Comment peut-on alors parler encore de démocratie, de citoyenneté et d'engagement par là-même ? L'engagement est une

⁵ **Carmen** Leccardi, « Accélération du temps, crise du futur, crise de la politique », *Temporalités* [En ligne], 13 | 2011, mis en ligne le 04 juillet 2011, consulté le 07 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/temporalites/1506> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/temporalites.1506>

activité qui se fait dans la réciprocité pour un objectif auquel on croit qui se déploie dans le temps et pour lequel il faut se sacrifier, persévérer...

Les médias avec leur pouvoir occupent les lieux, s'imposent pratiquement et accompagnent les citoyens jusque chez eux. Les discussions entre les citoyens, les délibérations et les réflexions profondes se voient remplacées par les plateaux de télévision. On l'a très bien constaté. Ils créent des pseudo-spécialistes de telle ou telle question au lieu de donner la parole à ceux qui peuvent réellement commenter l'actualité, expliquer et éclairer. Les médias créent aussi de nouveaux leaders venus de nulle part afin de couper court avec tous ceux qui occupaient la scène politique et dont le passage est jugé comme étant un échec. Ce qui peut expliquer certains faits, à savoir 1) que le populisme devient la principale caractéristique de la politique et 2) que le projet de réaliser une solidarité sociale est en perte de vitesse dans le monde car il faut du temps pour réaliser des projets sociaux et environnementaux contrairement à l'accélération des marchés défendue par les conservateurs.

Les dernières élections de 2019 en Tunisie ont effectivement permis d'élire un président populiste venu de nulle part, conservateur de surcroît, ceci grâce, en très grande partie, au vote des jeunes.

Qu'est-ce que le populisme ?

Il faut remarquer que le populisme prend de plus en plus de place depuis ladite révolution sans être l'apanage des dernières élections. Des candidats inconnus tenant un semblant de discours plutôt délirant se sont présentés aux élections et obtenu un score étonnant et surprenant, tels que Hechmi El Hamdi en 2011, Slim Riahi en 2014 pour ne citer que ceux-là, Nabil Karoui et surtout Kais Said en 2019, qui est parvenu à la présidence d'une manière incroyable se rapprochant d'un plébiscite.

Qu'est-ce que ces personnages ont en commun et en quoi le dernier diffère-t-il des autres ?

Les trois premiers ont bénéficié de leur propre chaîne de télévision et en ont profité largement. En revanche chacun d'entre eux, en axant son discours sur la pauvreté et les laissés-pour-compte, s'est

présenté comme le sauveur et le protecteur par opposition à tous les autres et ce, par un discours complètement irréaliste qui relève de l'utopie d'une société parfaite.

Il me semble que ce point est le plus important. Devant la déception des citoyens, devant leur désarroi, la stratégie du populiste consiste à s'opposer à tous les autres, qui sont jugés indignes et incapables de gouverner, puisque rien ne va. Ce qui permet au populiste d'attirer les masses, de les réunir non pas sous l'égide d'une idéologie ou d'un programme mais sous celui d'une nouvelle « révolution » contre tout et tous. Rappelons-nous que le slogan du président fraîchement élu était : « le peuple veut » tout en assumant l'absence totale de programme et de vision, puisque à la question sur son programme, il répond « mon programme est celui du peuple », ce sera la volonté du peuple. Or, « la volonté du peuple » est une illustration parfaite de ce qu'est un abus démagogique de langage⁶. Un discours incohérent - à la fois islamiste, arabiste mais aussi bourguibiste (récemment), d'une part et conservateur avec des résonances d'une gauche révolue, d'autre part, - rassemble à partir de mots séduisants attrapés au vol en fin de compte et non en vertu d'un discours structuré. Ce pseudo discours est effectivement prononcé dans une langue hermétique avec l'attitude rigide de quelqu'un qui récite une tirade d'un air détaché sans expression.

Quelques leitmotifs suffisent, effectivement, au populiste pour attirer les masses par la flatterie et en se présentant comme le leader, le sauveur qui pourra agir dans l'immédiat dans le sens où ils le veulent. « Le peuple » a raison. L'essentiel est de rejeter toutes les forces existantes, de défendre une identité. Il séduit donc en tant que protecteur, flatteur de surcroît. Utiliser la flatterie des masses n'est pas une stratégie, pour ne pas dire un stratagème, nouveau. En effet, dès l'Antiquité, Platon lutte contre les Sophistes, pour lesquels tous les citoyens peuvent gouverner et agir pour le bien de la cité, alors que pour lui seule l'élite est détentrice de la connaissance, nécessaire pour gouverner et mener à bien les affaires de la cité. En fait, le populiste ici n'a rien à dire au

⁶ Gottlob Frege, « Sens et dénotation », in *Ecrits logiques et philosophiques*, Seuil, 1971, pp. 102-126.

« peuple » car ce dernier sait tout, il s'agit juste de lui promettre un changement rapide, sinon immédiat.

Or, la flatterie est par définition une façon exagérée, parce qu'intéressée, de complimenter. Ces compliments, ces louanges ne sont ni sincères, ni honnêtes et n'ont pour but que de gagner les faveurs de quelqu'un ; dans le cas de la politique, il s'agit d'obtenir un soutien. Rappelons-nous le renard s'adressant au corbeau dans la fable de La Fontaine, dans le seul but d'obtenir le fromage convoité en ces termes : « Sans mentir, si votre ramage se rapporte à votre plumage, vous êtes le phénix des hôtes de ce bois ». En réalité, la flatterie est humiliante et dégradante, pour le moins qu'on puisse dire.

Aujourd'hui, on remarque que le populisme règne de plus en plus dans le monde, comme c'est le cas en l'Italie, en Autriche et dans les pays de l'Est... Cette montée du populisme suit généralement une crise politique avec un changement de régime, une crise économique ou une révolution, comme cela a été le cas en Tunisie. Après plusieurs échecs et la déception face aux attentes de ladite révolution, le populiste vient à point en prétendant pouvoir balayer tout ce qui précède et sauver la population de l'injustice, de l'inégalité, de la pauvreté, réaliser les objectifs et ce, même si aucun programme de « sauvetage » n'est établi. Le pouvoir reviendra au peuple et surtout aux jeunes très vulnérables et souvent en situation précaire grâce à une démocratie directe, mais *à la sophiste*.

Cette « politique » ou plutôt cette stratégie de rejet des institutions, de l'administration et des lois au profit de référendums peut basculer facilement vers l'anarchie et l'autoritarisme. Un tel discours voulant se débarrasser de tout ce qui existe sans présenter de substitut ne peut que donner de faux espoirs. Il est démagogique et finalement s'oppose à la démocratie. Pour reprendre les termes de Marcel Gauchet, « le populisme est une forme de démocratie corrompue, qui tente de faire croire, de façon illusoire, à l'unité du bon peuple débarrassé de ses parasites et défendu par un bon pouvoir »⁷. Nous vivons, d'ailleurs, de plus en plus de dépassements anarchiques et dangereux comme le montre

⁷ *L'Obs*, hors-série numéro 95, *Démocratie et populisme*, printemps 2017, p. 9.

un fait inadmissible et inhumain, qui a eu lieu récemment et que je me permettrai de rappeler : Une ambulance transportant un malade atteint du virus du corona a été empêchée de pénétrer dans un hôpital public du sud du pays par un attroupement de citoyens mais aussi de soignants (!). Ladite volonté du peuple s'est donc octroyée le droit de prendre possession d'une institution de l'État !!!

Le populiste refuse ce qu'il appelle « le système » et rejette les lois, les institutions, qu'il tente de discréditer pour une prétendue participation de tout le peuple aux décisions. Dans ces conditions, il ne peut plus y avoir de discussions, d'échanges et de pluralisme. La participation se fait par le référendum avec ce que ça implique comme infrastructure, en plus. On se trouve carrément en plein mythe et en plein irréalisme. C'est la voie idéale vers le totalitarisme, né paradoxalement de la démocratie populaire dans un État de non droit.

Comment encourager les jeunes à s'engager réellement ?

Comme je l'ai mentionné plus haut, l'éducation, la culture, le milieu social et familial ont éloigné les jeunes de la politique, pourtant leurs besoins et leurs revendications sont nombreux et pour la plupart justifiés et légitimes. La démocratie et l'engagement sont d'abord un apprentissage. Il est impératif de se débarrasser des habitudes trop profondément ancrés dans l'esprit et le comportement de beaucoup trop de personnes.

1) Il faudrait se familiariser avec la pratique de la démocratie dès le plus jeune âge en organisant des élections dans les écoles, les collèges et les lycées. Les enfants et les adolescents devraient pouvoir, par exemple, élire leurs représentants sur la base de programmes et de campagnes. Il faudrait également encourager les activités culturelles dans des clubs encadrés, afin de les prémunir contre toute dérive. Il est préférable que ces activités ne perçoivent aucun financement en dehors de celui du Ministère de l'éducation nationale. Un temps consacré aux activités culturelles de toutes sortes devrait être aménagé sous l'œil vigilant et je dirais bienveillants de quelques encadrants. Les enfants et les adolescents pourraient alors apprendre au cours de ces activités à penser, à exprimer et défendre leur point de vue, à discuter et à faire des choix réfléchis.

Les enfants, les adolescents et les jeunes doivent se sentir bien au sein de l'institution, participer aux affaires de l'institution et se sentir ainsi responsables. Ces lieux doivent être propres et agréables, d'une part, le corps enseignant et administratif doit effectuer son travail avec soin, conscience et plaisir, d'autre part.

De son côté, le rôle de la famille n'est pas négligeable. Les tâches au sein de la famille peuvent être réparties entre ses membres, lesquels devraient participer à certaines décisions les concernant ou concernant la famille. C'est de cette façon qu'on apprend à vivre avec les autres, à s'écouter mutuellement et à faire passer l'intérêt général avant le sien.

2) Par ailleurs, des cours d'éducation civique présentés de façon intéressante et réactive pourraient leur apprendre ce que sont les institutions, leurs fonctionnements, les différents régimes politiques... en plus des cours d'histoire nationale et internationale, les programmes d'histoire ayant fondu comme une peau de chagrin. Cette éducation et cet apprentissage donneront aux jeunes les outils pour réfléchir vraiment dans des cours de philosophie adaptée et surtout pour débattre entre eux selon les techniques de la discussion, de l'argumentation et du respect. Cette pratique a pour condition la maîtrise des langues, qui manque cruellement. Or, il est évident qu'aucune pensée, aucune communication ne sont possibles en dehors d'un langage approprié et maîtrisé.

3) Si les politiciens sont souvent d'un âge mûr, on peut comprendre l'écart qui peut s'installer entre eux et les générations actuelles. Les discours ne les attirent nullement, ils ne l'entendent même pas. Il faut remédier à ce qui semble souvent être un manque de communication et apprendre à parler dans notre langage quotidien sans infantiliser les plus jeunes, lesquels, s'il est vrai qu'ils manquent souvent de maturité, ne sont pas les seuls responsables de cette situation. Il faut leur donner l'exemple, leur prodiguer l'éducation et la formation nécessaires, qui leur permettra de participer à la vie politique, d'échapper au populisme, de leur restituer la confiance et l'espoir en l'avenir qui ne peut s'améliorer que par le travail de toutes et tous, la persévérance, la liberté, le respect et l'écoute de l'autre.

4) L'école doit inculquer *le savoir et l'esprit critique* de façon efficace mais elle doit également préparer nos enfants à la *citoyenneté*. Ce n'est que de cette manière qu'ils peuvent être aptes à s'engager parce que libres et citoyens.

Qu'est-ce qu'un citoyen ?

Depuis les Grecs être citoyen signifie avoir des droits (et donc des devoirs) et participer aux affaires de la cité, de l'État, dirions-nous. Il faut se préparer à être citoyen. Comme l'affirme Spinoza, « on ne naît pas citoyen, mais qu'on le devient »⁸, grâce à des acquis et à une solide éducation.

Il me semble qu'il est primordial que nos enfants et nos jeunes comprennent ce qu'est une nation. Contrairement à ce que l'on voit dans certains documents officiels, l'accent doit être mis sur la « *tunisianité* ». Notre culture est tunisienne et ne peut être réduite et encore moins noyée dans celle des Arabes, des Musulmans ou des deux à la fois.

Qu'est-ce qu'une nation ?

Je reprendrai ici la conception de l'historien Fustel de Coulanges, qui répondait aux Allemands, lors de la guerre franco-allemande au sujet de l'Alsace en ces termes « ce qui distingue les nations ce n'est ni la race, ni la langue. Les hommes sentent dans leur cœur qu'ils sont un même peuple lorsqu'ils ont une communauté d'idées, d'intérêts, d'affections, de souvenirs et d'espérances ».

En effet, la langue ne peut être un critère réunissant une nation. On peut prendre l'exemple présenté par Ernest Renan qui ne manque pas de rappeler que les États-Unis et l'Angleterre, ainsi que l'Espagne et l'Amérique espagnole parlent la même langue sans former pour autant une nation, alors que par ailleurs, la Suisse⁹ compte trois ou quatre langues officielles tout en étant une nation.

Quant à la religion, elle ne peut, non plus, servir de critère pour définir une nation. Il ne peut y avoir de religion d'État car aujourd'hui la religion est une affaire individuelle. La liberté de conscience est inscrite dans la constitution et les droits humains sont universels. Chacun peut la pratiquer à sa guise ou ne pas la pratiquer du tout.

On ne peut donc, à mon avis, présenter la culture arabo-musulmane comme étant le premier critère de notre éducation. Ce n'est pas de cette manière qu'on pourra former des citoyens tunisiens conscients de ce qui les réunit et œuvrant pour le réaliser. La nation n'est pas la « omma » dans le sens où l'utilisent les Arabistes ou les Islamistes.

⁸ Spinoza, *Traité politique*, Paris, CG, 1966, Ch. 5, §2.

⁹ Article 70 de la Constitution suisse.

On peut utiliser ce terme dans le sens de communauté politique, civile (Ali Belhaouane : « Nous sommes une nation »). Habermas¹⁰ fait, à partir de Renan, une distinction claire entre une communauté culturelle pré-politique et une autre politique et républicaine. Dans la conférence prononcée à la Sorbonne le 11 mars 1882, ce dernier définit une nation comme étant « une grande agrégation d'hommes, saine d'esprit et chaude de cœur » avec une conscience morale et une grande solidarité. « L'homme n'est esclave ni de sa race ni de sa langue ni de sa religion, ni des cours des fleuves, ni de la direction des chaînes de montagne ». L'homme, dit-il, est un être raisonnable et moral qui ne peut s'enfermer dans une culture déterminée, vaste de surcroît. Une nation est une communauté de femmes et d'hommes qui ont envie de faire partie d'une communauté quelles que soient leur race, leur religion, leur origine.... Cette conception s'oppose à celle, très dangereuse, que l'on a tendance à défendre aujourd'hui. Nous avons vécu, hélas, ces dernières années des attaques contre des minorités, telles que celle des Tunisiens noirs ou juifs. Cette conception qui rejoint celle du romantisme allemand (Fichte), ne peut conduire qu'au racisme et, comme l'histoire l'a montré et le montre, à l'extrémisme et au fascisme. Apprenons à nos enfants l'amour de leur patrie, le civisme, leur citoyenneté tunisienne et l'engagement pour des buts et des projets d'avenir.

Sans cette communauté humaine unie derrière les mêmes idéaux, les mêmes visions, les mêmes attentes, la démocratie est impossible. Sans cette cohésion, le pouvoir ne peut être que fragile et inégalitaire, l'éparpillement favorisant les appartenances régionales, familiales, tribales.... Contrairement à ce que peut prétendre un populiste démagogue, la nation politique, la patrie sont les seules détentrices de la souveraineté, et ce à travers l'État constitutionnel. Nous parlons d'ailleurs, d'État-nation.

C'est en ce sens qu'il faut se détacher de toute appartenance à une communauté pré-politique, complètement chimérique, « qui serait intégrée par le biais de la provenance, d'une tradition partagée et d'une langue commune »¹¹. La citoyenneté est républicaine. La conscience de l'identité se forme à partir d'une mémoire collective, d'une histoire

¹⁰ Jürgen Habermas, *L'intégration républicaine*, Paris, Fayard, 1998.

¹¹ Jürgen Habermas, *L'intégration républicaine*, *op.cit.*, p. 71.

événementielle, selon un processus de communication publique entre citoyennes et citoyens avant tout égaux et libres. L'existence d'une nation, comme le dit Renan, dans sa conférence, « est un plébiscite de tous les jours, comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de la vie ». Aucune référence à une vision du monde qu'elle soit religieuse ou profane ne peut sous-tendre cette conscience¹².

5) Pourquoi le vote lors des diverses élections ne deviendrait-il pas obligatoire, surtout s'il est éclairé et patriote ? C'est quand même le premier devoir et le premier droit de tout citoyen. Cette condition même de la citoyenneté impliquera les jeunes dans la vie politique d'une manière ou d'une autre et permettra de comprendre que la responsabilité de l'État dans lequel nous nous trouvons est collective.

Conclusion

Ainsi, aucune démocratie ne peut exister sans discussions, délibérations, respect de l'individu et des droits humains mais aussi des lois et des institutions. Ce qui ne peut se faire que par une éducation adaptée qui prendra certes du temps mais qu'il est urgent d'entreprendre sérieusement. L'éducation nationale et les affaires culturelles ont beaucoup à faire pour anéantir le fatalisme et la peur de l'avenir. L'éducation et la culture doivent se transformer en un besoin car ce sont les piliers incontournables de l'apprentissage de la démocratie, de l'éveil et de la possibilité de choisir, de décider ou d'entreprendre.

La liberté et la citoyenneté sont nécessaires à tout engagement politique ou autre, d'ailleurs. Il est urgent de prendre les choses en main, toutefois avec précaution et par des responsables qualifiés et éclairés car un travail de fond et de forme doit être effectué avec détermination, pédagogie et surtout une sincérité désintéressée. Sans terminer par une note pessimiste, car je crois en la volonté et la Raison, la tâche n'est pas aisée.

¹² Voir Ridha Chennoufi, *Habermas*, Paris, Vrin, 2013, p. 194.